



Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

**Avis conforme n° 004047/KK AC PLU
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Provence - Alpes- Côte d'Azur
concluant à l'absence de nécessité d'évaluation environnementale de la
modification n° 5 du plan local d'urbanisme
de MOUGINS (06)**

N°MRAe
004047/KK AC PLU

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA ,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-33 à R.104-37 ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu les arrêtés du ministère de la Transition écologique des 19 juillet 2023 et 22 février 2024 portant nomination de membres de Missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 21 septembre 2023 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis, Jacques Legaigoux et Sandrine Arbizzi, membres de l'IGEDD, pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas relevant du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement ;

Vu la réception initiale enregistrée sous le numéro 004047/KK AC PLU en date du 18/07/2025, relative à la modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06) déposée par commune de MOUGINS en application des articles R.104-33 à 37 du Code de l'urbanisme ;

Vu l'avis conforme du n° 001977/KK AC PLU du 22/05/25 soumettant à évaluation environnementale la modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06)¹ ;

Considérant que la commune de MOUGINS, d'une superficie de 26 km², compte 19 677 habitants (recensement INSEE 2022) ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 28/10/2010, n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant que la nouvelle version de la modification n° 5 du PLU reprend les éléments de la version précédente, à l'exception des principaux points suivants :

- le rajout d'orientations spécifiques d'aménagement pour la zone à urbaniser du Vicair et un complément sur le caractère, ainsi qu'un complément relatif au caractère, aux occupations et à l'utilisation du sol de la zone urbaine Aua ;
- le retrait des prescriptions concernant les exhaussements et affouillements du sol naturel en zones naturelles NC et NS² ;
- l'extension de l'espace boisé classé (EBC) au droit du nouveau sous secteur urbain Uz ;
- la suppression de la redéfinition de la limite de la zone urbaine UC – Chemin des Campelières³
- l'ajout de compléments à la justification de la création d'emplacements réservés (ER) ;

1 <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/#/public/view-document/6913?prevPage=%23%2Fpublic%2FportalReviews%3FfromDate%3D2025-05-22%26toDate%3D2025-05-23%26place%3DProvence-Alpes-C%25C3%25B4te%2520d'Azur%26searchAll%3D1977>

2 Pages 12 et 13 de l'ancien dossier

3 Page 24 de l'ancien dossier

- la mise à jour des surfaces dédiées aux ER destinés à la réalisation de logements aidés pour actifs dans les programmes d'habitation (art. L 151-41 4° du code de l'urbanisme) ;
- la mise à jour de l'annexe graphique 7-10 – Densité de l'habitat ;

Considérant que l'avis conforme du n° 001977/KK AC PLU a conclu à la nécessité d'une évaluation environnementale en raison de l'augmentation du coefficient d'emprise au sol dans les zones UCc et UD4, ainsi que du reclassement de parcelles en zone Uc qui « *représentent un potentiel de renouvellement urbain* » ; que le dossier initial n'apporte pas d'éléments d'informations sur les incidences sur la ressource en eau de ce « *potentiel de renouvellement urbain* », alors que les bassins versants de la Siagne aval et du Loup subissent des sécheresses récurrentes⁴, et ce dans un contexte de changement climatique ;

Considérant que la nouvelle version de la modification n° 5 du plan local d'urbanisme :

- réévalue à 2 425 m² la superficie des terrains reclassés en zone UC (tous déjà bâtis), contre 16 903 m² dans la version précédente ;
- réévalue à 3 715 298 m² la surface de plancher (SDP) cumulée à l'issue de la procédure, contre 5 195 979 m² auparavant ;
- précise que les eaux usées excédentaires peuvent être absorbées « *largement* » par la station d'épuration à laquelle la communale est raccordée ;
- estime la consommation supplémentaire annuelle d'eau potable à 54 512 m³, soit moins de 0,2 % de la consommation totale de la commune ;

Considérant que le projet de modification du PLU intègre plusieurs mesures visant à limiter les effets de l'artificialisation des sols, à préserver les milieux naturels et à réduire le ruissellement des eaux sur des sols imperméabilisés notamment par l'extension de zones naturelles, la création de périmètres de protection et l'instauration de nouveaux espaces boisés classés (EBC) ;

Considérant que l'auto-évaluation relative à la biodiversité⁵ conclut que le projet de modification du PLU ne présente pas d'incidences environnementales notables négatives et recommande la réalisation d'inventaires naturaliste de terrain préalablement à tout projet de construction, afin d'évaluer et de réduire les risques d'impacts ;

Considérant qu'au regard des éléments transmis par la personne publique responsable et des enjeux connus par la MRAe, la modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

REND L'AVIS CONFORME QUI SUIVIT :

Le projet de modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06) ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la commune de MOUGINS rendra une décision en ce sens.

⁴ Arrêté préfectoral du 11 août 2023 relatif à la situation de sécheresse dans le bassin versant de la Siagne, et arrêté cadre départemental du 11 septembre 2024 portant révision du plan d'action sécheresse des Alpes-Maritimes

⁵ Études d'analyses bibliographique et de bases de données réalisées en juin 2025

Le présent avis ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Il ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Le présent avis sera mis en ligne sur le portail internet de l'évaluation environnementale.

Fait à Marseille, le 17 septembre 2025

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA

